



Liquidation de l'IRSN : pour mieux relancer le développement du nucléaire ?

La mobilisation actuelle contre la réforme des retraites a tendance à masquer les projets gouvernementaux sur le nucléaire. Le projet de loi d'accélération nucléaire du gouvernement Macron est passé inaperçu, pourtant il veut éliminer tout ce qui pouvait être une entrave : débat public escamoté, procédure allégées... Aucune solution acceptable n'est en vue pour les déchets radioactifs. La relance va forcément accroître leur volume. Ainsi, dans notre région, 1 million, de m³ sont présents sur le site de l'usine de Malvezy, près de Narbonne. Combien de plus dans 20 ans alors que la nappe phréatique est d'ores et déjà menacée ?

Pourtant c'est le moment que choisit le gouvernement pour dissoudre l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN). L'utilité de l'Institut, parfois critiqué, n'est plus à démontrer.

Il est quasi le seul à faire preuve de transparence dans ce domaine. Il a par exemple démontré les effets des faibles doses de radioactivité sur la santé publique. Il exerce une surveillance radiologique de l'environnement et publie régulièrement les résultats sur une carte interactive que l'on peut retrouver sur : <http://www.mesure-radioactivite.fr/>

Dans notre région ce sont des centaines de points de mesure qui concernent aussi bien les déchets miniers de Lodève que l'importation des fruits et légumes dans les Pyrénées Orientales ou la présence de Césium 137 dans l'air à Mauguio. Le cas du site de Malvezy est emblématique à ce titre. Une étude participative d'exposition des populations à l'uranium est en cours, initiée et coordonnée par l'IRSN. Avec la réforme, nul ne sait ce qu'il en adviendra. Ce genre d'opération n'est pas dans les attributions de l'ASN et personne ne peut faire confiance au CEA pour les résultats qui peuvent en advenir.

Parallèlement, une vigilance "citoyenne" est exercée depuis 2 ans autour du site portant sur des analyses de végétaux, de sol et d'eau avec l'appui scientifique de la CRIIRAD. Les premiers résultats accessibles sur le site de la CRIIRAD montrent une présence significative d'uranium dans l'environnement, à plus de 2 km du site. Enfin, un Institut éco-citoyen départemental est en cours de mise en place pour assurer un suivi de la santé des populations dans le périmètre de l'usine, car l'Agence Régionale de Santé (ARS) a déjà détecté une sur-incidence des cancers du poumon dans le Narbonnais.

IRSN, Vigilance Malvezy et Institut Eco citoyen sont complémentaires, la mise en commun de leurs résultats est un gage de consensus scientifique. La disparition programmée des études de radioprotection de l'IRSN est un choix délibéré du gouvernement Macron dans le cadre du développement nucléaire. EELV Languedoc Roussillon appelle donc à soutenir les salariés de l'IRSN en signant leur pétition : <https://chnng.it/tzfpJGzXP>

Contacts EELV :

Albert Cormary af.cormary@wanadoo.fr 04 68 48 27 53
Marianne Gerber mariette.gerber@sfr.fr 04 68 45 75 85
Patrick Marcotte marcottepatrick@orange.fr 06 14 10 65 87